

# **Le « Non » au référendum en Italie : Une condamnation de l'action du gouvernement, un rejet de son chef**

mercredi 7 décembre 2016, par [Sinistra Anticapitalista](#) (Date de rédaction antérieure : 7 décembre 2016).

**Après la défaite de Renzi au référendum du dimanche 4 décembre et son départ annoncé, nous reproduisons la déclaration de l'exécutif national de Sinistra anticapitalista, une des organisations italiennes proche du NPA.**

L'électorat italien a sanctionné avec un Non très net les exigences plébiscitaires de Matteo Renzi, cela malgré le soutien écrasant et unanime de la part de la télévision et de la presse, de toutes les associations patronales, du monde de la finance et de presque tous les faiseurs d'opinion. Dans leur grande majorité, les citoyenEs italiens ont renvoyé à l'expéditeur le chantage et la politique de la peur, ainsi que le spectre du « saut dans le vide ».

La loi constitutionnelle, avec laquelle le gouvernement Renzi-Boschi prétendait réformer 47 articles de la Constitution italienne, a été massivement rejetée. C'était une modification de la Constitution dans un sens autoritaire qu'un gouvernement imposé par le Président Napolitano a fait approuver par un parlement illégitime, pour désigner des institutions plus dociles vis-à-vis des politiques néolibérales.

En fait le résultat du référendum est surtout le témoignage le plus clair et le plus net du manque d'adhésion à la politique antisociale du gouvernement. Le taux de participation (qui s'établit à 65,6 % avec les votes provenant de l'étranger) est nettement le plus élevé parmi les référendums de ces vingt dernières années. Le vote pour le Non (presque 60 %, légèrement moins de 20 millions d'électeurs) est tout à fait similaire à celui du référendum sur le divorce en 1974, et il est prédominant de manière homogène dans toutes les régions (à part le Sud Tyrol et, dans une moindre mesure, en Émilie-Romagne et en Toscane). Tous ces éléments sont le signe d'une condamnation par l'électorat de toute l'action du gouvernement et un rejet de son chef. Par ailleurs, le Oui obtient un pourcentage substantiellement semblable aux pourcentages électoraux du Parti démocratique (PD) et de ses alliés au gouvernement.

Le « front du Non » obtient un succès qu'il n'est évidemment pas capable de gérer. La droite reste divisée et heureusement privée encore d'une direction claire, et le Mouvement 5 étoiles ne semble disposer d'aucune stratégie ni d'aucun programme clairs. Si la « gauche du PD », après son succès électoral, retrouvera très probablement une nouvelle énergie dans la bataille interne qui s'ouvre dans le parti après la défaite, la gauche « radicale » est traversée par de fortes ambiguïtés politiques que la discussion qui reprend dans le PD ne pourra qu'amplifier. La CGIL, qui malgré la timidité de son Non est récompensée par le résultat du référendum, a décidé de céder aux exigences patronales en signant un très mauvais contrat pour les métallurgistes et un accord au rabais lors des négociations sur l'emploi public.

Mais la démission du gouvernement Renzi doit être suivie de la dissolution du parlement et de

l'organisation de nouvelles élections. Le parlement déjà illégitime, tout comme la loi sur la base de laquelle il a été élu, devient, après ce référendum, totalement non représentatif de la volonté populaire. Les nouvelles élections doivent être organisées le plus vite possible, sur la base de la loi électorale à la proportionnelle indiquée par la Cour constitutionnelle dans son décret de 2014.

Mais surtout, la victoire démocratique dans le référendum et la démission du gouvernement doivent devenir l'occasion pour une reprise des mobilisations sociales et des luttes dans les lieux de travail, dans les écoles, dans les universités, dans les régions, pour la défense des droits, pour la défense de l'environnement, pour l'amélioration des conditions de vie et de travail.

## **Sinistra Anticapitalista**

---

### **P.-S.**

\* Hebdo L'Anticapitaliste - 362 (08/12/2016) :

<https://npa2009.org/actualite/international/italie-une-condamnation-de-laction-du-gouvernement-un-r-ejet-de-son-chef>

\* Traduit par Ross Harold.